

Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montcerf-Lytton

Code géographique : 83088

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Liliane Crytes, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Montcerf-Lytton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.
(Nom de l'organisme)

Date 2013-04-02 Signature _____

Dernière modification : 2013-04-02 15:38:29

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la MUNICIPALITÉ MONTCERF-LYTTON et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ MONTCERF-LYTTON et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ MONTCERF-LYTTON inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

LANGEVIN GRONDIN CPA INC.

Par François Langevin, CPA auditeur, CA

DATE 2013-04-02

Dernière modification : 2013-04-02 15:38:29

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S.O.

DATE _____

Dernière modification : 2013-04-02 15:38:29

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	559 304	621 575	613 343			613 343
Compensations tenant lieu de taxes	2	59 232	60 785	59 669			59 669
Quotes-parts	3					5 276	
Transferts	4	411 382	422 570	524 910		731	525 641
Services rendus	5	25 686	21 803	22 898		12 744	35 642
Imposition de droits	6	17 882	12 000	16 909			16 909
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8	19 946	15 300	17 676			17 676
Autres revenus	9	30 163	18 738	46 192		706	46 898
	10	1 123 595	1 172 771	1 301 597		19 457	1 315 778
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	194 475	119 197	177 564			177 564
Autres revenus	14						
Contributions des promoteurs	15						
Autres	16						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17	194 475	119 197	177 564			177 564
	18	1 318 070	1 291 968	1 479 161		19 457	1 493 342
Charges							
Administration générale	19	321 736	321 712	335 794	10 025	4 146	349 965
Sécurité publique	20	86 242	93 417	109 512	28 047		137 559
Transport	21	386 625	313 651	402 761	121 352	16 984	535 821
Hygiène du milieu	22	201 197	186 159	201 146	31 070		232 216
Santé et bien-être	23	3 139	3 064	3 003			3 003
Aménagement, urbanisme et développement	24	15 471	15 136	25 589	10 573		36 162
Loisirs et culture	25	44 922	31 291	39 864			39 864
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	5 903	3 500	10 438		2 865	13 303
Amortissement des immobilisations	28	184 660	171 986	201 067	(201 067)		
	29	1 249 895	1 139 916	1 329 174		23 995	1 347 893
Excédent (déficit) de l'exercice	30	68 175	152 052	149 987		(4 538)	145 449

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	68 175	152 052	149 987	(4 538)	145 449	
Moins: revenus d'investissement	2	(194 475)	(119 197)	(177 564)	()	(177 564)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(126 300)	32 855	(27 577)	(4 538)	(32 115)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations	4	184 660	171 986	201 067	5 454	206 521	
Amortissement	5						
Produit de cession	6						
(Gain) perte sur cession	7						
Réduction de valeur / Reclassement	8	184 660	171 986	201 067	5 454	206 521	
Propriétés destinées à la vente	9						
Coût des propriétés vendues	10						
Réduction de valeur / Reclassement	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales	12						
Remboursement ou produit de cession	13						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	14						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	15						
Financement	16						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	17	(9 837)	()	(51 820)	(76)	(51 896)	
Remboursement de la dette à long terme	18	(9 837)		(51 820)	(76)	(51 896)	
Affectations	19	(97 982)	(204 841)	(92 685)	(1 021)	(93 706)	
Activités d'investissement	20						
Excédent (déficit) accumulé	21						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22						
Excédent de fonctionnement affecté	23						
Réserves financières et fonds réservés	24						
Montant à pourvoir dans le futur	25	(97 982)	(204 841)	(92 685)	(1 021)	(93 706)	
Financement des investissements en cours	26	76 841	(32 855)	56 562	4 357	60 919	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(49 459)		28 985	(181)	28 804	

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2013-04-04"

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	194 475	119 197		177 564		177 564
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(36 319)	(73 431)	(24 563)	()	()	24 563
Sécurité publique	3	(11 252)	(32 400)	(295 124)	()	()	295 124
Transport	4	(215 209)	(189 707)	(633 704)	(5 195)	()	638 899
Hygiène du milieu	5	(29 677)	(20 000)	(1 980)	()	()	1 980
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(7 500)	(10 697)	()	()	10 697
Loisirs et culture	8	()	(1 000)	()	()	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
10	()	(292 457)	(324 038)	(966 068)	(5 195)	()	971 263
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Emission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13			643 365	58 917		702 282
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	97 982	204 841	92 685	1 021		93 706
Excédent accumulé	15			52 454			52 454
Excédent de fonctionnement non affecté	16						
Excédent de fonctionnement affecté	17						
Réserves financières et fonds réservés	18	97 982	204 841	145 139	1 021		146 160
19	()	(194 475)	(119 197)	(177 564)	54 743		(122 821)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20						54 743

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Organismes contrôlés					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	68 175	152 052	149 987	(4 538)	145 449	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(292 457)	324 038	(966 068)	(5 195)	(971 263)	
Produit de cession	3						
Amortissement	4	184 660	171 986	201 067	5 454	206 521	
(Gain) perte sur cession	5						
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(107 797)	(152 052)	(765 001)	259	(764 742)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8						
Variation des stocks de fournitures	9	1 870		(37 421)	(913)	(38 334)	
Variation des autres actifs non financiers	10				(638)	(638)	
	11	1 870		(37 421)	(1 551)	(38 972)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(37 752)	(652 435)	(5 830)	(658 265)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	123 830		86 078	(58 374)	27 704	
Redressement aux exercices antérieurs	14						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	123 830		86 078	(58 374)	27 704	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	86 078		(566 357)	(64 204)	(630 561)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2011		2012		Total consolidé 1
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
1 Encaisse	36 110	32 497	1 399	33 896	
2 Placements temporaires	100 000		632	632	
3 Débiteurs (note 5)	183 478	208 245	40 016	248 261	
4 Prêts (note 6)					
5 Placements à long terme (note 7)					
6 Participations dans des entreprises municipales					
7 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
8 Autres actifs financiers (note 9)					
9	319 588	240 742	42 047	282 789	
PASSIFS					
10 Découvert bancaire					
11 Emprunts temporaires			9 151	9 151	
12 Crédeurs et charges à payer (note 10)	83 049	91 990	952	92 942	
13 Revenus reportés (note 11)	110 168	83 270		83 270	
14 Dette à long terme (note 12)	40 293	631 839	96 148	727 987	
15 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
16	233 510	807 099	106 251	913 350	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	86 078	(566 357)	(64 204)	(630 561)	
ACTIFS NON FINANCIERS					
18 Immobilisations (note 13)	2 687 904	3 452 913	169 719	3 622 632	
19 Propriétés destinées à la revente (note 14)					
20 Stocks de fournitures	2 025	39 446	913	40 359	
21 Autres actifs non financiers (note 15)			1 280	1 280	
22	2 689 929	3 492 359	171 912	3 664 271	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
23 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	120 864	41 867	(3 435)	38 432	
24 Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7 532	63 061	615	63 676	
25 Montant à pourvoir dans le futur	()	()	()	()	
26 Financement des investissements en cours	2 647 611	2 821 074	(9 152)	(9 152)	
27 Investissement net dans les éléments à long terme	2 776 007	2 926 002	119 680	2 940 754	
28			107 708	3 033 710	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2013-04-04"

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	68 175	149 987	(4 538)	145 449
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	184 660	201 067	5 454	206 521
Autres	3	-			
-	4				
	5	252 835	351 054	916	351 970
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	321 837	(24 767)	14 466	(10 301)
Autres actifs financiers	7			955	955
Créditeurs et charges à payer	8	(213 888)	8 941	88	9 029
Revenus reportés	9	10 168	(26 898)		(26 898)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	1 870	(37 421)	(913)	(38 334)
Autres actifs non financiers	13			(638)	(638)
	14	372 822	270 909	14 874	285 783
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	292 457 ) (	966 068 ) (	5 195 ) (	971 263)
Produit de cession	16				
	17	(292 457)	(966 068)	(5 195)	(971 263)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23		643 365	96 224	739 589
Remboursement de la dette à long terme	24 (	9 837 ) (	51 820 ) (	75 ) (	51 895)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(40 000)		(107 467)	(107 467)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres	27				
-	28				
	29	(49 837)	591 545	(11 318)	580 227
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	30 528	(103 614)	(1 639)	(105 253)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	105 582	136 110	3 670	139 780
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	32	136 110	32 496	2 031	34 527

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011	Budget 2012	Réalizations 2012	Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	194 181	200 648	238 936	240 560
Charges sociales	33 259	21 150	44 805	44 950
Biens et services	708 338	621 663	700 986	709 617
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	2 661		7 819	8 376
D'autres organismes municipaux				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises			732	732
D'autres tiers				
Autres frais de financement	3 242	3 500	2 619	4 195
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	112 803	118 269	113 736	113 736
Autres				
Autres organismes	10 751	2 700	19 206	19 206
Amortissement des immobilisations	184 660	171 986	201 067	206 521
Autres				
-				
-				
-				
16	1 249 895	1 139 916	1 329 174	1 347 893

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011 (Redressées note 18)
Revenus				
Taxes	1	621 575	613 343	559 304
Compensations tenant lieu de taxes	2	60 785	59 669	59 232
Quotes-parts	3	5 276		
Transferts	4	541 767	703 205	680 428
Services rendus	5	26 120	35 642	29 103
Imposition de droits	6	12 000	16 909	17 882
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8	15 300	17 676	19 946
Autres revenus	9	33 598	46 898	30 511
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 316 421	1 493 342	1 396 406
Charges				
Administration générale	12	337 487	349 965	335 449
Sécurité publique	13	108 515	137 559	99 866
Transport	14	436 777	535 821	508 529
Hygiène du milieu	15	217 688	232 216	232 218
Santé et bien-être	16	3 064	3 003	3 139
Aménagement, urbanisme et développement	17	25 657	36 162	25 509
Loisirs et culture	18	31 291	39 864	44 922
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	3 890	13 303	7 679
	21	1 164 369	1 347 893	1 257 311
Excédent (déficit) de l'exercice	22	152 052	145 449	139 095
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 888 261	2 749 092
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			74
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		2 888 261	2 749 166
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		3 033 710	2 888 261

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011 (Redressées note 18)
Excédent (déficit) de l'exercice	1	152 052	145 449	139 095
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ( ) (		971 263 ) (	383 350)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		206 521	187 248
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(764 742)	(196 102)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(38 334)	3 398
Variation des autres actifs non financiers	10		(638)	(583)
	11		(38 972)	2 815
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	152 052	(658 265)	(54 192)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		27 704	81 931
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			(35)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		27 704	81 896
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(630 561)	27 704

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011 (Redressé note 18)
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	33 896	39 149
Placements temporaires	2	632	100 632
Débiteurs (note 5)	3	248 261	237 960
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		955
	9	282 789	378 696
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	9 151	116 618
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	92 942	83 913
Revenus reportés (note 11)	13	83 270	110 168
Dette à long terme (note 12)	14	727 987	40 293
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	913 350	350 992
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(630 561)	27 704
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	3 622 632	2 857 890
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	40 359	2 025
Autres actifs non financiers (note 15)	21	1 280	642
	22	3 664 271	2 860 557
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	3 033 710	2 888 261
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011 (Redressées note 18)
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	145 449	139 095
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	206 521	187 248
Autres			
-	3		
-	4		
	5	351 970	326 343
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(10 301)	268 994
Autres actifs financiers	7	955	(954)
Créditeurs et charges à payer	8	9 029	(217 704)
Revenus reportés	9	(26 898)	10 168
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(38 334)	3 398
Autres actifs non financiers	13	(638)	(583)
	14	285 783	389 662
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(971 263)	(383 350)
Produit de cession	16		
	17	(971 263)	(383 350)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	739 589	
Remboursement de la dette à long terme	24	(51 895)	(9 837)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(107 467)	36 923
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	580 227	27 086
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(105 253)	33 398
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	139 780	106 382
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	34 527	139 780

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Montcerf-Lytton est un organisme en vertu du code Municipal du Québec (LRQ, c. C 27-1)

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas d'un partenariat. La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau.

Les comptes de la municipalité et de l'autre organisme compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes réciproques sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau pour l'exercice est de 3,0745%, faisant varier le taux de participation dans la situation financière de 3,0727% en début d'exercice à 3,0745% à la fin de l'exercice.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Municipalité de Montcerf-Lytton excluant les organismes qu'elle contrôle.

De plus, la municipalité est membre de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau, organisme régional composé de 18 municipalités.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la municipalité pour l'exercice est de 113,736\$.

La MRC de la Vallée-de-la-Gatineau a une dette à long terme au 31 décembre 2012 au montant de 6,474,598\$, de laquelle la quote-part de la municipalité représente 207,948\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité de Montcerf-Lytton applique la méthode de comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement	5 et 10 ans
Machinerie et outillage	10 ans

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

F) Montant à pourvoir dans le futur

S.O.

G) Autres éléments**UTILISATION D'ESTIMATIONS**

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

PLACEMENTS

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés sont constitués de subventions destinées à couvrir des charges d'investissement de l'exercice subséquent.

AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS

La municipalité comptabilise les immobilisations corporelles et les autres actifs non financiers à titre d'actifs étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services municipaux dans des exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables par la municipalité au règlement de ses dettes, à moins d'être vendus.

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état de la situation financière. Les frais imputables au prochain exercice sont comptabilisés au coût.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 399	3 036
Placements temporaires	2	632	632
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	68 161	69 274
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	151 547	117 675
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	274	24 308
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Droits de mutation	9	1 923	7 419
- Intérêts et autres débiteurs	10	26 356	19 284
	11	248 261	237 960
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	37 307	
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	37 307	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)
	27	(_____)
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	3 721
Régimes de retraite des élus municipaux	32	4 416
	33	8 137
	<u>8 137</u>	<u>3 407</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	955
	36	<u>955</u>
Note		
10. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	66 049
Salaires et avantages sociaux	38	25 383
Dépôts et retenues de garantie	39	1 510
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
-	42	
-	43	
-	44	
-	45	
-	46	
	47	92 942
		<u>83 913</u>
Note		
11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	1 181
Transferts	49	82 089
Autres		110 168
-	50	
-	51	
	52	83 270
		<u>110 168</u>
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012					2011	
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	5,90	2013	2017	53	121 950	40 293
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,50	3,85	2017	2017	59	606 037	
Autres					60		
					61	727 987	40 293
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	() ()	
					63	727 987	40 293

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2012
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres				
2013	64	72	15 979	80	141 228	89	97	157 207
2014	65	73	16 770	81	141 228	90	98	157 998
2015	66	74	12 370	82	141 228	91	99	153 598
2016	67	75	5 319	83	141 228	92	100	146 547
2017	68	76	71 512	84	94 122	93	101	165 634
2018 et +	69	77	85	94		102		
	70	78	121 950	86	659 034	95	103	780 984
Intérêts et frais accessoires			87	(52 997)		104	(52 997)	
	71	79	121 950	88	606 037	96	105	727 987

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

13. Immobilisations	Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	106	134		161		188		
Eaux usées	107	135		162		189		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	3 973 806	136	91 655	163	308 581	190	3 756 880
Autres	109	204 124	137		164		191	204 124
Réseau d'électricité	110		138		165		192	
Bâtiments	111	410 777	139	23 881	166		193	434 658
Améliorations locatives	112		140		167		194	
Véhicules	113	174 392	141	847 121	168	6 186	195	1 015 327
Ameublement et équipement de bureau	114	25 933	142	682	169	9 717	196	16 898
Machinerie, outillage et équipement divers	115	121 323	143	7 924	170	2 493	197	126 754
Terrains	116	7 361	144		171		198	7 361
Autres	117		145		172		199	
	118	<u>4 917 716</u>	146	<u>971 263</u>	173	<u>326 977</u>	200	<u>5 562 002</u>
Immobilisations en cours	119		147		174		201	
	120	<u>4 917 716</u>	148	<u>971 263</u>	175	<u>326 977</u>	202	<u>5 562 002</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	121		149		176		203	
Eaux usées	122		150		177		204	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	1 749 493	151	121 885	178	308 581	205	1 562 797
Autres	124	31 518	152	5 723	179		206	37 241
Réseau d'électricité	125		153		180		207	
Bâtiments	126	151 932	154	11 358	181		208	163 290
Améliorations locatives	127		155		182		209	
Véhicules	128	62 869	156	52 549	183	6 186	210	109 232
Ameublement et équipement de bureau	129	15 956	157	2 377	184	9 717	211	8 616
Machinerie, outillage et équipement divers	130	48 058	158	12 629	185	2 493	212	58 194
Autres	131		159		186		213	
	132	<u>2 059 826</u>	160	<u>206 521</u>	187	<u>326 977</u>	214	<u>1 939 370</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>2 857 890</u>					215	<u>3 622 632</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	216		219	787 912	221		223	787 912
Amortissement cumulé	217	()	220	(39 604)	222	()	224	(39 604)
Valeur comptable nette	218						225	<u>748 308</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	226	
Immeubles industriels municipaux	227	
Autres	228	
	229	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	232	172	642
Frais reportés			
- Autres	233	1 108	
-	234		
	235	1 280	642

Note**16. Obligations contractuelles**

A) CONTRAT DE LOCATION D'ÉQUIPEMENT

La municipalité a signé une entente le 3 novembre 2008 pour la location d'un copieur pour 60 mois échéant en octobre 2013. La municipalité doit verser mensuellement la somme de 182\$. La dépense de l'exercice est de 2,034\$. Les versements exigibles pour le prochain exercice sont :

2013 1,834\$

La municipalité a signé une entente le 24 février 2010 pour la location d'un serveur pour 37 mois échéant en mars 2013. La municipalité doit verser mensuellement la somme de 187\$. La dépense de l'exercice est de 2,205\$. Les versements exigibles pour le prochain exercice sont :

2013 561\$

B) CONTRAT D'AIDE DOMESTIQUE

La municipalité a signé une entente d'un an le 1 mai 2012, au montant de 2,50\$ pour chaque heure de service d'aide domestique offert par la "Coopérative de solidarité d'aide domestique de la Vallée-de-la-Gatineau". La dépense de l'exercice est de 2,939\$.

C) ENTENTE DE PARTAGE DU SERVICE D'UN GESTIONNAIRE EN SÉCURITÉ INCENDIE

La municipalité a signée une entente de 5 ans le 22 mars 2013 relativement au partage du service d'un gestionnaire en sécurité incendie. La municipalité a été nommée mandataire du regroupement composé également des municipalités d'Aumond, de Grand-remous et de Ste-Thérèse de la Gatineau. En tant que mandataire, la municipalité sera responsable de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

l'organisation et l'administration de ce service d'incendie et de la gestion du personnel. Les dépenses encourues pour ce service seront réparties entre les municipalités participantes au prorata de leur richesse foncière uniformisée à un pourcentage de 50% (cela au sens de la Loi sur la fiscalité municipale) et leurs unités de logement à un pourcentage de 50%.

D) FRAIS DE FERMETURE D'UN DÉPOTOIR

La municipalité s'est engagée, envers la Ville de Maniwaki, à assumer sa quote-part des frais reliés à la fermeture du dépotoir. Au 31 décembre 2012, la Ville de Maniwaki présentait un surplus important dans le fonds de fermeture du dépotoir. La direction n'estime donc pas être tenue à déboursier des frais additionnels dans le futur. Conséquemment, aucune provision n'a été comptabilisée à cet effet.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

n/a

b) Auto-assurance

n/a

c) Poursuites

Une poursuite en dommages et intérêts a été intentée contre la municipalité pour une somme de 48,500\$ à la suite d'une transaction immobilière. Le conseil municipal considère que cette poursuite est sans fondement et la municipalité conteste cette réclamation.

d) Autres

La municipalité a reçu un avis d'infraction du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. L'infraction concerne les travaux en rive et dans le littoral de la rivière Désert. La municipalité a embauché des experts pour obtenir une évaluation du coût des travaux. Le montant de cette évaluation n'est pas encore connu au moment de la publication des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie Intermunicipale de l'Aéroport Maniwaki Haute-Gatineau a varié de 3,0727% en début d'exercice à 3,0745% à la fin de l'exercice. Cette variation a causé un redressement du solde d'ouverture de la valeur nette comptable des immobilisations de 107\$, du solde d'ouverture de l'excédent accumulé de 74\$, du solde d'ouverture des actifs financiers nets de 35\$ et du solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 4\$.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

20. Instruments financiers

La municipalité est exposée à divers risques financiers. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de risque de la municipalité au 31 décembre 2012.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La municipalité est exposée au risque de crédit par ses débiteurs car elle consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt par ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux fixe assujettissent la municipalité à un risque de juste valeur alors que ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 38 432	117 581
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 63 676	8 147
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	()
Financement des investissements en cours	4 (9 152)	(55 064)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 2 940 754	2 817 597
	6 3 033 710	2 888 261

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	7		
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		

Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés

-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		

Réserves financières

-	21	615	615
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	615	615

Fonds réservés

Fonds de roulement	27		
Fonds parcs et terrains de jeux	28		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	63 061	7 532
Société québécoise d'assainissement des eaux	30		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31		
Fonds d'amortissement	32		
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	63 061	7 532
	39	63 676	8 147

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51	
Investissements à financer	52 (9 152) (55 064)	(55 064)
	53 (9 152) (55 064)	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 3 622 632	2 857 890
Propriétés destinées à la revente	55	
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57	
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 3 622 632	2 857 890
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 727 987	40 293
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (37 307) ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	()
	64 690 680	40 293
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65 (8 802)	
	66 681 878	40 293
	67 2 940 754	2 817 597

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2012	2011
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2012	2011
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

Certains employés de la municipalité ont adhéré à un régime enregistré d'épargne retraite (REER) pour lequel les employés et la municipalité cotisent chacun 5% du salaire brut de l'employé.

		<u>2012</u>		<u>2011</u>
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur	91	3 721		3 407

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

		<u>2012</u>		<u>2011</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	1		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2012</u>		<u>2011</u>
Cotisations des élus au RREM	95	1 310		
Charge de l'exercice				
Contributions de l'employeur au RREM	96	4 416		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97			
	98	4 416		

Note

Le maire de la municipalité a adhéré à Régime de Retraite des Élus Municipaux (RREM). Il s'agit d'un régime de retraite à cotisations déterminées pour lequel le maire cotise 6,15%

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

de son salaire brut alors que la contribution de la municipalité s'élève à 337% de la cotisation du maire.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012

Administration municipale

Dette à long terme	1	631 839
--------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	11	
---	----	--

-	12	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	631 839
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	67 990
--	----	--------

Endettement net à long terme	15	699 829
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	207 948
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	17	
---------------------------	----	--

Autres organismes	18	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	19	907 777
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	907 777
---	----	---------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

Déposé le "2013-04-04"

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	438 136	434 258	378 980
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	438 136	434 258	378 980
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	18 800	18 600	18 800
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	50 535	46 357	48 233
Matières résiduelles	13	114 104	114 128	113 291
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	183 439	179 085	180 324
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	183 439	179 085	180 324
	26	621 575	613 343	559 304

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	53 785	53 785	53 766
	31	53 785	53 785	53 766
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	7 000	5 884	5 466
	35	7 000	5 884	5 466
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	60 785	59 669	59 232
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	60 785	59 669	59 232

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	1 643	1 643	1 344
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	315 870	345 323	308 870
Enlèvement de la neige	59		12 022	12 022
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67		731	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	7 850	7 850	7 110
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	6 000	53 519	6 998
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	8 000	8 166	2 471
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	329 870	428 523	338 815

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	100 000	100 000	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	119 197	67 457	164 798
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			74 571
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	1 691	1 691	29 677
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	8 416	8 416	
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	119 197	177 564	269 046

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2012	2012	2012	2011
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132	47 700	47 720	36 698
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	45 000	48 667	35 869
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	92 700	96 387	72 567
TOTAL DES TRANSFERTS	140	541 767	702 474	680 428

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			2 445
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			2 445
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	21 803	22 460	22 069
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	21 803	22 460	22 069
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161		438	438
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168		438	438
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	21 803	22 898	22 898
				24 514

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2012	2012	2012	2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183			
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190		12 744	3 417
Hygiène du milieu	191			1 172
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194			
Réseau d'électricité	195			
	196		12 744	4 589
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	21 803	22 898	29 103
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	4 000	3 165	3 765
Droits de mutation immobilière	199	5 000	7 135	11 276
Droits sur les carrières et sablières	200	3 000	5 529	1 881
Autres	201		1 080	960
	202	12 000	16 909	17 882
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	203			
INTÉRÊTS				
	204	15 300	17 676	19 946
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	18 738	46 192	30 511
	212	18 738	46 192	30 511

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012		Réalizations 2012		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2012	2011
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	58 397	59 360		59 360	49 829
Application de la loi	2	170	170		170	228
Gestion financière et administrative	3	184 711	176 959	10 025	186 984	182 208
Greffé	4	2 317	2 317		2 317	2 386
Évaluation	5	14 153	14 153		14 153	13 186
Gestion du personnel	6	1 239	1 239		1 239	1 130
Autres	7	60 725	81 596		81 596	86 482
	8	321 712	335 794	10 025	345 819	335 449
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	43 537	43 537		43 537	46 785
Sécurité incendie	10	49 880	65 975	28 047	94 022	53 081
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13	93 417	109 512	28 047	137 559	99 866
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	115 201	189 639	95 905	285 544	300 189
Enlèvement de la neige	15	191 100	197 353	24 618	221 971	191 032
Éclairage des rues	16	2 000	10 419	829	11 248	11 221
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	74	74		74	209
Transport aérien	19	5 276	5 276		5 276	
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	313 651	402 761	121 352	524 113	5 878
					16 984	535 821
						508 529

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012		Réalizations 2012		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2012	2011
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	30 380	22 605	27 761	50 366	50 815
Traitement des eaux usées	25	50 942	46 196		46 196	30 163
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	27		104 527	3 309	107 836	121 975
Collecte et transport	28					
Élimination						
Matières recyclables						
Collecte sélective	29					
Collecte et transport	30	97 301	27 753		27 753	29 096
Tri et conditionnement						
Matières organiques	31					
Collecte et transport	32	7 172				
Traitement	33					
Matériaux secs	34					
Autres	35					
Plan de gestion	36					
Autres	37	299				108
Cours d'eau	38	65	65		65	61
Protection de l'environnement	39					
Autres	40	186 159	201 146	31 070	232 216	232 218
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	3 064	3 003		3 003	3 139
Autres	44	3 064	3 003		3 003	3 139
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	7 672	9 383		9 383	9 581
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique	48	4 945	16 206	10 573	26 779	15 928
Industries et commerces	49	2 519				
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	15 136	25 589	10 573	36 162	25 509

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012		Réalizations 2012		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2012	2011
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	9 955	24 663	24 663	24 663	21 514
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	1 056				
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	1 026				
	60	12 037	24 663	24 663	24 663	21 514
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	14 750	15 022	15 022	15 022	14 259
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	4 504	179	179	179	9 149
	66	19 254	15 201	15 201	15 201	23 408
	67	31 291	39 864	39 864	39 864	44 922
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69		7 819	7 819	8 886	2 661
Autres frais	70				222	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 500	2 619	2 619	4 195	5 018
	73	3 500	10 438	10 438	13 303	7 679
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	171 986	201 067	(201 067)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la MUNICIPALITÉ MONTCERF-LYTTON (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

LANGEVIN GRONDIN CPA INC.

Par François Langevin, CPA auditeur, CA

DATE 2013-04-02

Dernière modification avant dépôt : 2013-04-02 15:38:29

Dernière modification : 2013-04-02 15:38:29

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		613 343
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		613 343

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	613 343
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<hr/>
Total partiel		4	<hr/> 613 343
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<hr/> 613 343

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1	<u>43 075 900</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2	<u>49 577 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>46 326 700</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>613 343</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>46 326 700</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6	<u> [] [] [1] , [3] [2] [4] [0] / 100 \$</u>

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7	<u> </u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8	<u> </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u> </u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	20 000	1 980	29 677
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	177 197	89 676	106 271
Ponts, tunnels et viaducs	7			77 676
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	5 000		
Autres infrastructures	11			90 893
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	60 431	23 881	28 690
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	34 910	844 538	10 983
Ameublement et équipement de bureau	18	14 000	682	7 629
Machinerie, outillage et équipement divers	19	12 500	5 311	31 531
Terrains	20			
Autres	21			
	22	324 038	966 068	383 350

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 980	29 677
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			
	31		1 980	29 677

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	40 293	92 050	10 393	121 950
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		647 539	41 502	606 037
Autres	6				
	7	40 293	739 589	51 895	727 987
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10				
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	40 293	702 282	51 895	690 680
	12				
	13	40 293	702 282	51 895	690 680
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14		37 307		37 307
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18		37 307		37 307
Prêts	19				
	20		37 307		37 307
	21	40 293	739 589	51 895	727 987
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	40 293	739 589	51 895	727 987

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale					
Application de la loi	1	170	170	170	228
Évaluation	2	14 153	14 153	14 153	13 186
Autres	3	18 424	19 450	19 450	16 897
Sécurité publique					
Police	4	7	7	7	89
Sécurité incendie	5	1 170	1 170	1 170	1 159
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	74	74	74	
Autres	10	5 276			209
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	20 942	20 942	20 942	20 438
Matières résiduelles	12	45 403	46 445	46 445	50 246
Cours d'eau	13	299			108
Protection de l'environnement	14	65	65	65	61
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17	64	64	64	
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	1 172	1 172	1 172	1 721
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	7 464	7 464	7 464	6 917
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	2 082	1 056	1 056	50
Activités culturelles	23	1 504	1 504	1 504	1 494
Réseau d'électricité					
	24				
	25	118 269	113 736	113 736	112 803

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	2,00	73 373	21 739	95 112
Professionnels	2				
Cols blancs	3				
Cols bleus	4	9,00	123 488	17 717	141 205
Policiers	5				
Pompiers	6				
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
Élus	8	11,00	196 861	39 456	236 317
	9	7,00	42 075	5 349	47 424
	10	18,00	238 936	44 805	283 741

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11		
Réseau de distribution de l'eau potable	12		
Traitement des eaux usées	13		
Réseaux d'égout	14		

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+	Amortissement des immo-bilisations		=	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	165	166		167	168						169	170	171
Santé et bien-être										
Logement social	157	172	187	202	217	232				
Sécurité du revenu	158	173	188	203	218	233				
Autres	159	174	189	204	219	234	3 003		3 003	
	160	175	190	205	220	235	3 003		3 003	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	176	191	206	221	236	9 383		9 383	
Rénovation urbaine	162	177	192	207	222	237				
Promotion et développement économique	163	178	193	208	223	238	26 779		26 779	
Autres	164	179	194	209	224	239				
	165	180	195	210	225	240	36 162		36 162	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	181	196	211	226	241	24 663		24 663	
Activités culturelles	167	182	197	212	227	242	15 022		15 022	
Bibliothèques	168	183	198	213	228	243	179		179	
Autres	169	184	199	214	229	244	39 864		39 864	
	170	185	200	215	230	245				
Réseau d'électricité										
	171	186	201	216	231	246	1 117 669	22 898	1 295 838	10 438
							201 067	1 318 736		

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	966 068	292 457
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	966 068	292 457

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	120 864	172 204
Redressement aux exercices antérieurs	2	1	
Solde redressé au début de l'exercice	3	120 865	172 204
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	28 985	(49 459)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(52 454)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(55 529)	(1 881)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(78 998)	(51 340)
Solde à la fin de l'exercice	12	41 867	120 864
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	7 532	5 651
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 532	5 651
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	55 529	1 881
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	55 529	1 881
Solde à la fin de l'exercice	22	63 061	7 532
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23		
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
Solde à la fin de l'exercice	31		

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	2012	2011
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 ()	()
Diminution de l'exercice		
	42	
	43	
Solde à la fin de l'exercice	44 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45	
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	48	
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51	
	52	
	53	
Solde à la fin de l'exercice	54	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55	2 647 611
Redressement aux exercices antérieurs	56	2 529 976
Solde redressé au début de l'exercice	57	2 647 611
Variation de l'exercice	58	173 463
Solde à la fin de l'exercice	59	2 821 074

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements de fonctionnement	Règlements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 8 | 8 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	[] [] [] , [] [] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [9] [5] , [0] [0] \$
Matières résiduelles	5	[2] [4] [4] , [0] [0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réfection Acqueduc	200,0000	7	Variable par résidence
Ordures - Commerces	500,0000	4	
Ordures - Camps de chasse	81,3400	4	
Boues septiques - Chalets	47,5000	4	
Boues septiques - Commerces	800,0000	4	
Boues septiques - Commerces saisonniers	400,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	16 931	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 18, rue Principale Nord
(no) (rue)
Montcerf-Lytton J0W 1N0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 449-4578
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 449-7310
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mun.montcerf@ireseau.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Liliane Crytes

Téléphone (819) 449-4578
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 449-7310
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mun.montcerf@ireseau.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Langevin Grondin CPA Inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 139, Boulevard Desjardins
(no) (rue)
Maniwaki J9E 2C9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 449-5319
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 449-6431
(ind. rég.) (numéro)

Courriel flangevin@langevin-grondin.ca

Responsable du dossier François Langevin

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , Liliane Crytes , atteste que le rapport financier consolidé de Montcerf-Lytton pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-04-02 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>145 449</u> \$
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,3240</u> \$

Date et heure de la dernière modification : 2013-04-02 15:38:29

Date de transmission au Ministère : 2013/04/04

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2012

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Montcerf-Lytton

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

Déposé le "2013-04-04"

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus							
Fonctionnement	1	1 123 595	1 172 771	1 301 597	19 457	1 315 778	
Investissement	2	194 475	119 197	177 564		177 564	
	3	1 318 070	1 291 968	1 479 161	19 457	1 493 342	
Charges	4	1 249 895	1 139 916	1 329 174	23 995	1 347 893	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	68 175	152 052	149 987	(4 538)	145 449	
Moins : revenus d'investissement	6	(194 475)	(119 197)	(177 564)	()	(177 564)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(126 300)	32 855	(27 577)	(4 538)	(32 115)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	184 660	171 986	201 067	5 454	206 521	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10	(9 837)	()	(51 820)	(76)	(51 896)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(97 982)	(204 841)	(92 685)	(1 021)	(93 706)	
Excédent (déficit) accumulé	12						
Autres éléments de conciliation	13						
	14	76 841	(32 855)	56 562	4 357	60 919	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(49 459)	28 985	(181)		28 804	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011	2012	2011
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	183 478	208 245	248 261
Autres	2	136 110	32 497	34 528
	3	319 588	240 742	282 789
Passifs				
Dette à long terme	4	40 293	631 839	727 987
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	193 217	175 260	185 363
	7	233 510	807 099	913 350
Actifs financiers nets (dette nette)	8	86 078	(566 357)	(630 561)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	2 687 904	3 452 913	3 622 632
Autres	10	2 025	39 446	41 639
	11	2 689 929	3 492 359	3 664 271
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	120 864	41 867	38 432
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	7 532	63 061	63 676
Montant à pourvoir dans le futur	14 ()	()
Financement des investissements en cours	15			(9 152)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	2 647 611	2 821 074	2 940 754
	17	2 776 007	2 926 002	3 033 710

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	28		
	29		
Réserves financières	30	615	615
Fonds réservés	31	63 061	7 532
	32	63 676	8 147

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalisations 2011	Budget 2012	Réalisations 2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	559 304	621 575	613 343	613 343
Compensations tenant lieu de taxes	2	59 232	60 785	59 669	59 669
Quotes-parts	3				
Transferts	4	411 382	422 570	524 910	525 641
Services rendus	5	25 686	21 803	22 898	35 642
Autres	6	67 991	46 038	80 777	81 483
	7	1 123 595	1 172 771	1 301 597	1 315 778
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	194 475	119 197	177 564	177 564
Autres	11				
	12	194 475	119 197	177 564	177 564
	13	1 318 070	1 291 968	1 479 161	1 493 342

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012		Réalizations 2012		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2012	2011
Administration générale						
1 Evaluation	14 153	14 153		14 153	14 153	13 186
2 Autres	307 559	321 641	10 025	331 666	335 812	322 263
Sécurité publique						
3 Police	43 537	43 537		43 537	43 537	46 785
4 Sécurité incendie	49 880	65 975	28 047	94 022	94 022	53 081
5 Autres						
Transport						
6 Réseau routier	308 301	397 411	121 352	518 763	518 763	502 442
7 Transport collectif	5 350	5 350		5 350	74	209
8 Autres					16 984	5 878
Hygiène du milieu						
9 Eau et égout	81 322	68 801	27 761	96 562	96 562	80 978
10 Matières résiduelles	104 473	132 280	3 309	135 589	135 589	151 071
11 Autres	364	65		65	65	169
12 Santé et bien-être	3 064	3 003		3 003	3 003	3 139
Aménagement, urbanisme et développement						
13 Aménagement, urbanisme et zonage	7 672	9 383		9 383	9 383	9 581
Promotion et développement économique						
14 Promotion et développement économique	7 464	16 206	10 573	26 779	26 779	15 928
15 Autres						
16 Loisirs et culture	31 291	39 864		39 864	39 864	44 922
17 Réseau d'électricité						
18 Frais de financement	3 500	10 438		10 438	13 303	7 679
19 Amortissement des immobilisations	171 986	201 067	(201 067)			
20	1 139 916	1 329 174		1 329 174	1 347 893	1 257 311

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3